

Finistère

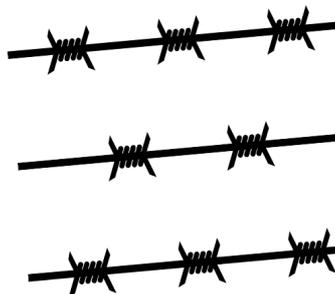
Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

	Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel	Prix : 0,4 €	N° 3
SOMMAIRE Bulletin de mars 2025 Page 1 : Édito Page 2 : La « maison commune » Page 2 et 3 : Des moyens...ou des miettes ?	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29200 BREST 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29.fsu.fr Facebook : https://www.facebook.com/fsu29/		

Partout et toujours,
l'**extrême droite**
est l'ennemie
des femmes et
doit être
combattue.



LE **8 MARS**,
POUR NOS DROITS,
FAISONS LA GRÈVE
FÉMINISTE !

Le féminisme à l'épreuve du nationalisme

Cette année, pour sa troisième édition, la grève féministe du 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, a rencontré un succès certain.

Dans le contexte spécifique de cette année 2025, l'accent a été mis sur les dangers que représentent la montée de l'extrême droite pour les luttes féministes et les acquis en terme de droits des femmes, et des minorités de genre. Restons toutes et tous vigilant.es face au féminisme washing des droites identitaires, au

fémonationalisme et autres récupérations répugnantes de nos combats et de nos valeurs. Nous refusons radicalement l'instrumentalisation du féminisme pour servir des causes racistes, xénophobes, et qui mettent en danger les minorités de genre. En ce mois de mars 2025, nous exprimons notre inquiétude croissante face aux masculinismes décomplexés et rappelons que le féminisme est une lutte pour l'égalité.

Marion Diouris pour la FSU 29

La « maison commune »

Un des moments importants du congrès national de la FSU du mois dernier est sans conteste l'inscription dans nos mandats de la « maison commune ». Ce processus de construction d'un nouvel outil syndical de transformation sociale avec la CGT avait déjà débuté à la suite du congrès national de la CGT mais nos nouveaux mandats précisent notre chemin.

Tout d'abord il est à noter que nous ne sommes pas dans l'exclusivité avec la CGT, Solidaires pourrait être concerné par ce rapprochement mais il semblerait qu'ils ne soient pas encore prêt-es à cela.

Dans son congrès, la FSU, forte des très nombreux amendements des SD, a posé les jalons pour la construction de la « maison commune ». Le processus se fera progressivement, sur la base d'accords partagés. La question structurelle et organisationnelle va nécessairement se poser mais elle ne pourra aboutir à une fusion avec la CGT. Elle devra surmonter les difficultés de concurrence syndicale au sein de certains secteurs professionnels. Chacune des structures de la « maison

commune » conservera son indépendance et son fonctionnement propre.

Des axes de travail sont également à poursuivre :

- proposer des espaces d'échanges et de travail thématique ;
- développer un catalogue partagé de formations syndicales ;
- envisager des publications et des campagnes communes ;
- dans la Fonction Publique, préparer les instances de manière collective et partagée.

A l'interne de la FSU, cette nouvelle étape du processus de refondation du syndicalisme nécessite une association étroite des syndicats nationaux, à tous les niveaux et notamment au sein des SD.

La « maison commune » s'inscrit dans le cadre du mandat historique de la FSU comme une étape de la construction d'un nouvel outil syndical. Cela donnera un souffle pour l'ensemble du salariat et élargira le champ du syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Florent Martinie, co-secrétaire de la FSU 29

Des moyens...ou des miettes ?

La conjoncture internationale est instable voire inflammable et, au niveau national, la confusion règne politiquement. Comme si cela ne suffisait pas, le président affaibli exprime son souhait que le pays s'oriente vers une économie de guerre ! Les fonctionnaires de l'éducation peuvent ainsi légitimement s'attendre à ce que l'on continue à les mépriser. Puisque la course à l'armement devient la nouvelle lubie qui subitement trouverait un financement, on se doute que l'école publique ne sera pas cette fois non plus considérée comme une priorité. Elle restera plutôt l'éternel parent pauvre de l'Etat !

Pendant ce temps, le ministère d'Elisabeth Borne se distingue par l'impréparation de la rentrée 2025 qui est, en l'état, illisible pour les collègues : des nouveaux programmes, comme en langues vivantes, sont annoncés tardivement, des textes attendus ne sont toujours pas parus,

beaucoup de questions restent sans réponse, ce qui laisse cette impression de flou artistique, de navigation à vue et de bricolage.

L'actualité du Snes-Fsu 29, c'est bien sûr la préparation de la rentrée prochaine dans ce contexte désormais habituel d'austérité budgétaire. Nous avons eu confirmation en siégeant en instance que la réduction des moyens (qui s'ajoute en fait à une sous-dotation chronique) se poursuivrait. En effet, la Dsden n'a que peu d'heures-poste (et nettement plus d'heures supplémentaires à l'année !) à distribuer pour pourvoir tous les besoins d'investissement que représentent les enseignements, le remplacement, l'inclusion, etc. Pour autant, la Directrice académique réfute le terme de "miettes" et préfère parler de "moyens". Ses services annoncent d'ores et déjà qu'il n'y aura pas de reliquat pour

éventuellement ajuster la situation des établissements en cette fin d'année scolaire.

Bref, le même scénario connu et dramatique se reproduit d'années en années et l'argument de la baisse démographique est resservi pour charger les classes jusqu'à 30 élèves et même plus en collège et pour monter jusque 35 en lycée. L'administration laisse donc passer l'occasion d'améliorer le taux d'encadrement et de faire baisser les effectifs par classe.

Concernant les postes, le bilan s'élève à 41 fermetures pour 21 créations (hors lycée professionnel). A ces décisions, il s'agit d'ajouter la liste interminable des enseignant.es qui se trouvent contraint.es d'effectuer un complément de service. Ainsi, les postes fixes méritent de fait de moins en moins leur dénomination.

Et, comme si cela ne suffisait pas, les nombreuses mesures de carte scolaire imposées aux collègues représentent autant de postes qui ferment pour de bon.

Ce qui se joue là, c'est bien une précarisation générale des collègues et des postes à l'image des incalculables Blocs de Moyens Provisoires créés parfois pour intervenir auprès d'une seule classe.

On peut, en plus de tout le reste, constater que le mouvement des mutations est grippé dans la mesure où très peu de postes s'avèrent

vacants. Au final, les collègues peuvent difficilement espérer changer de poste, faute d'opportunités.

Et c'est pour toutes ces raisons, à cause de la dégradation des conditions de travail de toutes les usagères et de tous les usagers de l'école, que l'intersyndicale avait appelé à se mobiliser devant la Dsden lors de l'instance. Un bel attroupement bien dynamique de plus d'une centaine de collègues, d'élèves et de parents se sont ainsi réuni.es pour dire bruyamment non aux effectifs pléthoriques, non aux fermetures de classes. Précisons, qu'évidemment, l'intersyndicale unanime a voté contre le projet de rentrée de la Dsden.

Preuve en est avec l'école, comme avec l'hôpital aussi par exemple, que l'optimisation des moyens publics a atteint toutes ses limites.

Et pendant ce temps-là, les violences systémiques commises au collège Saint-Pierre du Relecq-Kerhuon resurgissent dans l'actualité et la parole se libère. Sûrement que cet établissement privé sous contrat a connu autant de contrôles que celui de Bétharram !

Restons mobilisé.es, combattons les conservatismes et continuons à défendre l'école laïque et à dénoncer les attaques contre les services publics !

**Mikaël ANSQUER, co-Secrétaire Départemental
Snes-FSU 29**